Parteirechte in Bezug auf den Beweis und dessen Erhebung werden dadurch nicht verkürzt, und es wird insbesondere ein Beweis-antrag einer Partei nicht um deswillen abgewiesen werden, weil in Ansehung der fraglichen Tatsache die amtliche Untersuchung Beweis machen würde. Es ist also durch das angefochtene Vorgehen der thurgauischen Gerichte lediglich der Prozeß sistiert worden bis nach Durchführung der Administrativuntersuchung über den fraglichen Unfall und deren Eingang zu den Akten. Man kann über die Zweckmäßigkeit eines solchen Verfahrens Zweifel haben, da es das Beweisverfahren und damit die Erledigung des Prozesses unter Umständen hinauschiebt. Auch wird es ja nicht Sache der Gerichte sein, darüber zu wachen, daß die Administrativbehörden ihre Obliegenheiten erfüllen, und zudem ist sehr fraglich, ob der Richter nach thurgauischem Recht überhaupt befugt ist, dem Bezirksamt eine derartige Auflage zu machen. Mit der Erläuterung, die das Obergericht seinem Entscheide gegeben hat, fallen aber die Beschwerdebegründe der Rekurrentin von selber dahin. Es bedarf keiner Ausführung, daß durch eine bloße Sistierung des Prozesses im angegebenen Sinn kein wesentliches Parteirecht verkürzt wird und keine der von der Rekurrentin angeführten Verfassungsbestimmungen verletzt sein kann.

Demnach hat das Bundesgericht
erkannt:

Der Rekurs wird im Sinne der Erwägungen abgewiesen.

40. Arrêt du 3 mai 1907, dans la cause **Marti**
contre Union des ouvriers sur métaux.

Recours contre un jugement civil concernant un engagement conclu à l'occasion d'une grève; prétendue nullité de l'engagement. — Le jugement cantonal, qui repousse ce moyen, constitue-t-il un déni de justice?

A. — En février 1906 les ouvriers sur métaux se sont mis en grève. Le comité de grève a fait signer à un certain nombre d'ouvriers et entre autres à Marti l'engagement suivant:

« Les soussignés s'engagent à reconnaître les revendications établies par les assemblées du 17 février 1906 et présentées aux patrons le 9 février et à ne pas reprendre le travail suspendu par le mouvement jusqu'à liquidation complète du conflit. Le conflit sera considéré comme tranché lorsque la majorité des grévistes ou le Comité central aura pris une décision dans ce sens. Chacun des soussignés qui reprendrait le travail avant cette décision s'engage à verser la somme de 100 francs à l'Union des ouvriers sur métaux et à rembourser les secours éventuellement payés par la fédération de la section. »

Marti a reçu à titre de secours la somme de 53 fr. Il a repris le travail le 26 mars 1906, avant que la reprise du travail eût été décidée.

En date du 21 mai 1906, l'Union des ouvriers sur métaux lui a ouvert action en paiement a) de la somme de 53 fr., montant du subside alloué; b) de la somme de 100 fr. à titre d'indemnité pour rupture d'engagement.

Marti a conclu à libération, l'engagement signé par lui le 18 février 1906 étant nul, tant parce qu'il a pour objet une chose illicite (art. 17 CO), que parce qu'il a été conclu sous l'empire de la crainte (art. 26 et 27 CO).

Le tribunal de première instance a admis les conclusions de la demanderesse. Ensuite d'appel interjeté par Marti, ce

prononcé a été confirmé par la Cour de Justice civile en date du 9 mars 1907. Les motifs invoqués par le tribunal de première instance et que la Cour de Justice a fait siens sont en résumé les suivants :

L'engagement pris par Marti est licite comme étant limité dans l'espace et dans le temps. Par ce contrat Marti n'abdiquait pas entièrement sa liberté individuelle, puisqu'il lui restait la faculté de travailler en dehors de Genève et après une période déterminée. L'objet du contrat n'était d'ailleurs pas immoral, le droit de grève étant reconnu partout en Suisse et la constitution en syndicat étant le moyen le plus efficace que possèdent les ouvriers pour obtenir une amélioration des conditions du travail. Enfin il n'a pas été prouvé qu'en déclarant la grève les ouvriers aient omis d'observer les délais d'avertissement légaux.

Marti n'a pas justifié qu'il ait signé l'engagement sous l'empire de la crainte. Du reste, il l'a ratifié en touchant à diverses reprises des secours.

B. — C'est contre cet arrêt que Marti a, en temps utile, recouru pour déni de justice au Tribunal fédéral. Il reprend les moyens invoqués par lui devant les instances cantonales et insiste en particulier sur le fait que l'engagement pris par lui entraînait une restriction excessive de sa liberté individuelle, qu'à ce titre il doit donc être considéré comme illicite et donc nul.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

Les motifs par lesquels l'arrêt attaqué a écarté les conclusions libératoires du recourant n'impliquent aucun déni de justice au préjudice de celui-ci. Marti alléguait en premier lieu que l'engagement signé par lui était nul, l'objet du contrat étant illicite. Ce moyen, qui est purement de droit civil et non point de droit public, a été examiné d'une façon approfondie par le tribunal de première instance, qui l'a repoussé en vertu de considérations qui, — à supposer même qu'elles fussent erronées, — ne sauraient en aucun cas être qualifiées d'arbitraires. Quant au second moyen invoqué par le recourant, à savoir que le contrat était nul en tant que

conclu sous l'empire de la crainte, le jugement constate que Marti n'a pas réussi à prouver qu'il eût été l'objet de menaces au sens des art. 26 et 27 CO ; rien ne permet de supposer que cette constatation soit contraire à la réalité et c'est en outre avec raison que le tribunal ajoute que le fait que Marti, après avoir signé l'engagement, a, à plusieurs reprises, touché des secours du comité de grève, est de nature à démontrer qu'aucune contrainte n'a été exercée sur lui pour l'amener à signer cet engagement.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral
prononce :

Le recours est écarté.

41. Urteil vom 29. Mai 1907 in Sachen

Berger gegen Stadtrat Luzern und Obergericht Luzern.

Bedeutung des Grundsatzes nulla poena sine lege nach luzernischem Recht (Art. 5 KV). Bestrafung wegen Zuwiderhandlung gegen eine amtliche Verfügung, Art. 36 Abs. 2 luz. PolStrG, Willkür? — Luzernisches Baurecht. Art. 4 der Verordnung vom 5. Mai 1898; §§ 24, 1 des Baugesetzes von 1864; Bauordnung vom 13. März 1867.

A. Im Jahre 1864 wurde im Kanton Luzern ein Baugesetz für die Stadt Luzern erlassen, dessen § 1 bestimmt: „Der Umkreis des Stadtbezirkes, für welchen diese Vorschriften Geltung haben, soll vom Stadtrate, im Einverständnis mit dem Regierungsrate, innert drei Monaten vom Tage der Inkrafttretung dieses Gesetzes an genau abgegrenzt und dann darüber innert zwei Jahren ein detaillierter Stadtbauplan angefertigt werden. Diesen Bauplan hat der Stadtrat entweder in seinem ganzen Umfange oder wenigstens quartierweise dem Regierungsrate zur Genehmigung einzureichen (§ 4). Nach erfolgter Ratifikation ist derselbe ins Staats- und Stadtarchiv niederzulegen. — Allfällig später zweckmäßig erscheinende Abänderungen und Erweite-